



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ESPAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MADRID

N° 7 – 15 Avril 2021

En bref

En Espagne l'incidence atteint **200 cas sur 100 000 habitants sur 14 jours** (201/100 000 au 14/04) et est en accélération (108/100 000 sur 7 jours), laissant présager le début d'une 4e vague, malgré les restrictions renforcées qui avaient été mises en place pour la semaine sainte. Au 13/04, **17,4 % de la population a reçu au moins une dose du vaccin, 6,7 % est vacciné.**

LE CHIFFRE À RETENIR

39 %

des fonds du PNRR destinés à la transition écologique

État d'alerte : le Président du gouvernement Pedro Sánchez a annoncé le 06/04 que **le gouvernement n'avait pas l'intention de prolonger l'état d'alerte au-delà du 9 mai, sous réserve de l'évolution de la situation sanitaire.**

Le gouvernement a présenté le nouveau cadre macro-économique accompagnant le programme de stabilité (PSTAB) et révisé la croissance à la baisse en 2021 : de +9,8 % (prévision d'octobre, avec effet « plein » du plan de relance) à **+6,5 %, en raison de l'impact de la 3e vague et du déploiement plus lent qu'anticipé du plan de relance.**

Le Ministère des Comptes Publics a mis en place le 12/04 un comité composé de 17 experts en finances publiques, économie appliquée et droit financier et fiscal qui sera chargé de proposer **une réforme du système fiscale espagnol.**

Zoom sur : Plan National de Relance et de Résilience (PNRR)

Le Président du gouvernement Pedro Sánchez a indiqué que le plan, composé de 212 mesures, dont 110 projets d'investissement et 102 réformes, sera adopté formellement fin avril. Le Président a présenté les lignes directrices du plan le 13/04 à la suite du Comité interministériel pour le PNRR et le 14/04 au Congrès des Députés.

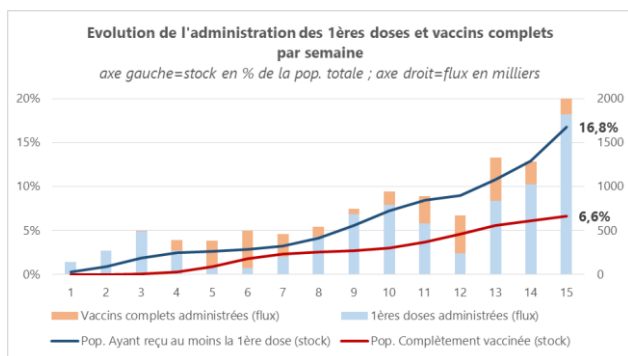
Au niveau des investissements, le Président Sánchez a précisé que la priorité sera donnée aux transitions écologique (39% des fonds) et numérique (29%), à l'éducation et la formation (10,5%) et à la R&D (7%). Par programmes, les montants les plus importants seront alloués à la stratégie de mobilité durable, sûre et connectée (13,20 Md€), au programme de rénovation des bâtiments et de régénération urbaine (6,82 Md€), à la modernisation des administrations publiques (4,32 Md€), au plan de numérisation des PME (4,06 Md€), à la feuille de route pour la 5G (4,00 Md€), à la nouvelle politique industrielle et stratégie d'économie circulaire (3,78 Md€), au plan national de compétences numériques (3,59 Md€), à la modernisation du secteur touristique (3,40 Md€), au développement du système national des sciences et de l'innovation (3,38 Md€) et au déploiement et intégration des énergies renouvelables (3,17 Md€).

Au niveau des réformes, le Président a souligné les 10 propositions suivantes : la modernisation et renforcement du système de santé, la réforme du système énergétique et le déploiement des énergies renouvelables (dont l'hydrogène vert), la modernisation du système judiciaire, la nouvelle économie des soins avec une réforme du système des EHPAD, une nouvelle loi sur l'eau et un plan d'épuration, assainissement, efficacité, économie et réutilisation de l'eau, la modernisation et numérisation de l'économie circulaire, la stratégie de mobilité durable et connectée, la réforme du système national de sciences et une nouvelle politique du logement.

COVID-19

1 Vaccination

Au 13/04, 17,4 % de la population a reçu au moins une dose du vaccin, 6,7 % est vacciné. Des 13,6 millions de doses distribuées aux régions (dont 1,4 M de Moderna et 3,2 M d'AstraZeneca), 11,1 M ont été administrées (84,1 %). Ceuta (95,4 %) et l'Estrémadure (89,4 %) enregistrent les taux d'administration du vaccin les plus élevés, alors que la région de Murcie (73,6 %) et la Cantabrie (76,5 %) enregistrent les taux les plus faibles. **Le président du gouvernement Pedro Sánchez a indiqué le 06/04 que le rythme de vaccination accélèrera à partir d'avril et que 33 millions de personnes seront complètement vaccinées d'ici fin août** (5 millions début mai, 10 millions début juin et plus de 25 millions fin juillet).



Source : Ministère de la Santé

Le jour de référence pour chaque semaine est le lundi :
dernière donnée du 12/04/2021.

Vaccin espagnol: le Ministre des Sciences et de l'Innovation, Pedro Duque, a indiqué le 08/04 que les essais cliniques des vaccins contre la Covid-19 développés en Espagne devraient commencer « dans quelques mois ».

AstraZeneca : l'Espagne a annoncé le 07/04 que le vaccin d'AstraZeneca sera réservé aux plus de 60 ans à la suite de l'annonce de l'Agence européenne des médicaments (EMA) confirmant un lien avec de rares cas de thrombose. Le Ministère de Santé et les régions ont décidé de terminer la vaccination des personnes d'entre 60 et 65 ans avec le vaccin d'AstraZeneca, pour ensuite passer à la population entre 66 et 69 ans. S'agissant des personnes de moins de 60 ans ayant déjà reçu une première dose d'AZ, une décision concernant la procédure pour la deuxième dose devrait être prise selon les évaluations de l'EMA et les échanges avec les autres Etats membres.

Janssen : l'entreprise américaine a retardé l'envoi de 300 000 doses en Espagne, prévu le 13/04, en raison de l'examen aux Etats Unis de potentiels liens avec des cas de thrombose. En Espagne, le vaccin Janssen était initialement destiné aux personnes âgées de 70 à 79 ans, soit 3,5 M de personnes. Le gouvernement a toutefois indiqué maintenir les objectifs de vaccination.

Vaccin russe Sputnik V : le gouvernement madrilène poursuit les négociations, lancées en février, pour l'achat du vaccin russe, afin d'accélérer le processus de vaccination dans la région. Pour rappel, le gouvernement de Madrid prévoit d'atteindre l'immunisation de 100 % des habitants de la région au mois de septembre (objectif national 70 % des adultes d'ici la fin de l'été). Le président du gouvernement Pedro Sánchez a rappelé que les décisions concernant la vaccination devaient être coordonnées.

2 Restrictions

Fin de l'état d'alerte : le président du gouvernement Pedro Sánchez a annoncé le 06/04 que l'intention du gouvernement est de ne pas prolonger l'état d'alerte au-delà du 9 mai, sous réserve de l'évolution de la situation sanitaire. Une fois l'état d'urgence levé, le gouvernement souhaite « co-décider » les

mesures sanitaires avec les Communautés autonomes au sein du Conseil Interterritorial de Santé Publique, afin de pouvoir réagir à l'évolution de la pandémie et poursuivre le processus de vaccination. La fin de l'état d'urgence priverait cependant le Gouvernement et les Communautés autonomes de base légale pour pouvoir restreindre les libertés afin de faire face à l'épidémie ; certains appellent donc à la réforme du cadre juridique « classique » (principalement la loi organique de 1986 de Mesures Spéciales en Matière de Santé Publique) et d'autres à la prolongation de l'état d'urgence au-delà du 9 mai.

Port du masque : dans le cadre du Conseil Interterritorial de Santé du 07/04, le Ministère de la Santé et les communautés autonomes ont décidé d'assouplir l'obligation du port du masque à la plage. Le masque sera obligatoire uniquement pour se promener ou se déplacer à la plage.

Restrictions internationales : l'Espagne prolonge jusqu'au 27 avril les restrictions sur les arrivées en provenance de l'Afrique du Sud et du Brésil. Il s'agit de la 5^{ème} prorogation, en raison de l'évolution des variants brésilien et sud-africain du virus.

Restrictions régionales (non exhaustif) :

Catalogne : retour de l'interdiction de déplacement hors de l'intercommunalité de domiciliation à partir du 09/04, restriction qui avait été levée ces dernières semaines

Pays Basque : l'ensemble des déplacements non essentiels à destination et en provenance de la capitale régionale Vitoria-Gasteiz et de la province d'Alava ont été interdits à partir du 08/04.

Actualité économique

1 Mesures de réponse à la crise et de relance

Chômage partiel : la 3^{ème} Vice-présidente et Ministre du Travail, Yolanda Diaz, a indiqué le 08/04 que le gouvernement a comme objectif de prolonger le dispositif au-delà du 31/05. Elle a également spécifié que les négociations avec les partenaires sociaux pour déterminer les nouvelles conditions pour cette prolongation débuteront prochainement.

Réforme fiscale : le Ministère des Comptes Publics a mis en place le 12/04 un comité composé de 17 experts en finances publiques, économie appliquée et droit financier et fiscal qui sera chargé de proposer une réforme du système fiscal espagnol. Cette réforme, prévue dans l'accord du gouvernement de coalition et dans le plan de relance espagnol, cherche à « adapter le modèle d'imposition au XXI^{ème} siècle » en se focalisant sur la fiscalité environnementale, pour l'économie numérique et les activités économiques émergentes, l'imposition des sociétés et l'harmonisation de l'imposition patrimoniale. Le groupe d'experts devra rendre ses conclusions le 28/02/2022 mais des recommandations intermédiaires sont attendues courant 2021 concernant les impôts sur les sociétés, le patrimoine et les successions et les dons pour intégrer une partie de la réforme dès le budget 2022.

2 Macroéconomie

Le gouvernement a présenté le nouveau cadre macro-économique accompagnant le programme de stabilité (PSTAB) et révisé la croissance à la baisse en 2021 : de +9,8 %

(prévision d'octobre, avec effet « plein » du plan de relance) à **+6,5 %**, en raison de l'impact de la 3e vague et du déploiement plus lent qu'anticipé du plan de relance. Le gouvernement estime que l'Espagne récupérera ses niveaux pré-crise en 2022 (avec une croissance de +7 % en 2022).

Pour 2021, cette nouvelle prévision est en ligne avec celle que le FMI a publiée début avril (+6,4 %). L'institution considère cependant que l'Espagne récupérera plus lentement ses niveaux pré-crise (en 2023) avec une croissance de +4,7 % en 2022 et +2,8 % en 2023. D'après le FMI, la dette publique se stabiliserait autour de 120 % à horizon 2026 et le déficit public, estimé à 9 % en 2021, ne diminuerait que progressivement (5,8 % en 2022 et 4,3% en 2026).

Enfin, l'Autorité Indépendante de Responsabilité Fiscale (Airef) a également revu sa prévision à **+6,6 % en 2021**.

3 Marché du travail

Réforme du travail : le Ministère du Travail a proposé aux partenaires sociaux de débattre des possibilités de flexibilité d'organisation du travail au sein des entreprises comme alternative à l'ajustement des salaires. Selon l'organisation patronale CEOE, ces propositions du gouvernement concernant la modification de la réforme de 2012, qui réduirait la flexibilité des entreprises, vont à l'encontre des demandes de la Commission Européenne à l'Espagne.

Après cinq mois à la hausse, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 1,5 % (59 149 personnes) en variation mensuelle en mars 2021. Ainsi, le total (3 949 640 personnes) est de nouveau inférieur au seuil symbolique de 4 millions enregistré en février 2021. En variation annuelle, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de +11,3 % (401 328 personnes).

4 Entreprises

D'après la presse, le groupe industriel Villar Mir (électrométallurgie, énergie, immobilier et construction) aurait demandé un soutien d'entre 250 et 300 M€ au fonds pour les entreprises stratégiques géré par la SEPI (équivalent de l'APE).

5 Secteur immobilier

Les achats immobiliers d'investissement locatif ont chuté au premier trimestre 2021, avec une valeur totale de 1,6 Md€ soit une baisse de 61 % par rapport au premier trimestre 2020 selon les données des consultants CBRE. Les plus fortes baisses ont été enregistrées dans l'immobilier commercial et de bureaux. Les investissements à but locatif résidentiel baissent mais résistent relativement mieux.

Selon le site d'annonces immobilières Pisos.com, les prix des loyers aux particuliers poursuivent leur chute au premier trimestre 2021, en particulier dans les villes où les prix sont les plus élevés. Le prix moyen du loyer au premier trimestre 2021 est en baisse de 4 % par rapport à la même période l'année dernière. Les prix des loyers ont chuté plus fortement dans les villes habituellement à forte demande comme Barcelone (-17 %), Malaga et Séville (-16 %) ; Palma de Majorque et Madrid (-15%).

Le gouvernement de Pedro Sanchez poursuit les négociations pour la rédaction d'un projet de loi logement. L'inscription d'un impôt sur les logements vacants est désormais au cœur des discussions. Cette nouvelle taxe devrait concerner les logements vides depuis plus de 2 ans, dont les propriétaires possèdent au moins 4 logements.

6 Secteur financier

La banque portugaise Novo Banco a annoncé l'achat de sa filiale espagnole par la banque espagnole Abanca, originaire de Galice : cette opération participe à la nouvelle vague de restructuration bancaire en Espagne depuis le début de la pandémie. Il s'agit du 6ème achat de banque par Abanca depuis 2013. La succursale espagnole de Novo Banco a enregistré des pertes records en 2020, à hauteur de 1,3 Md€ : Novo Banco souhaitait s'en séparer depuis l'été dernier. La transaction est prévue pour le deuxième trimestre 2021.

Caixabank commence sa restructuration après avoir finalisé l'achat de Bankia fin mars : plus de 7 000 emplois devraient être supprimés. Le plan de départs du nouveau premier groupe bancaire espagnol en termes d'actifs sur le sol espagnol devrait être précisé le 20 avril. BBVA annonce également des suppressions de postes : jusqu'à 3000 emplois seraient concernés.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international